le prolétaire

bimensuel — **parti communiste international (programme communiste)**

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9ème ANNEE — N° 112

4 octobre - 17 octobre 1971

LE NUMERO : 0,50 F

CHINE - U. S. A.

MORT D'UNE ILLUSION

Le succès diplomatique remporté par la Chine grâce à la « normalisation » officielle de ses rapports avec les Etats-Unis a été accueilli dans le monde entier comme un événement inattendu et d'une extrême importance.

En fait, l'évènement en question devrait surtout inciter nombre de « révolutionnaires » improvisés à s'interroger sur le véritable rôle de la puissance chinoise dans la politique internationale. Il porte en effet un coup mortel à tous ceux qui croyaient dur comme fer à on ne sait quelle mission « anti-impérialiste » de la Chine. Quoi que puissent dire certains maoïstes désespérément cramponnés à leur fétiche, qui croira que la multiplication des contacts officiels entre chinois et américains et la reconnaissance de fait de la chine populaire par les Etats-Unis marque le triomphe d'une ligne « révolutionnaire » sur l'impérialisme yankee ?. Ces faits illustrent seulement l'adhésion de la Chine populaire à la diplomatie traditionnelle de l'impérialisme ; et ils confirment avec éclat ce que nous, marxistes, avons toujours dit, à savoir que le but de la Chine populaire a toujours été **d'entrer dans le chœur des puissances impérialistes mondiales** qui la tenaient à l'écart et **de s'y faire la place due à son rang.**

L'impérialisme n'est pas le fait de telle ou telle nation : c'est la forme internationale du capitalisme dans la rernière phase de son histoire. Le marxisme ne condamne pas moralement l'« impérialisme » : il combat le capitalisme dans toutes les formes politiques qu'il revêt, y compris la prétendue ligne « révolutionnaire » de la Chine populaire chantée par les maoïstes. C'est pourquoi non seulement nous n'avons jamais partagé l'illusion selon laquelle la Chine de Mao pouvait régénérer le mouvement communiste international, mais nous l'avons toujours âprement combattue.

La Chine populaire nous a donné l'exemple **d'une révolution national-bourgeoise dans l'aire extrême-orientale.** Cette révolution plus ou moins accomplie désormais, la Chine aspire à se faire la place qui lui revient parmi les puissances mondiales. C'est dans la logique même des choses. Non seulement nous n'avons pas à le déplorer, mais nous considérons comme historiquement positive la transformation des masses paysannes chinoises en nouvelles phalanges de l'armée prolétarienne mondiale de demain que l'accumulation forcenée du capital entraînera inéluctablement. Mais considérer le développement du capitalisme moderne dans le lointain Orient comme un facteur de première importance pour la future révolution communiste est une chose, et présenter ce développement lui-même comme la construction d'un « socialisme national » ou comme une forme de la renaissance du mouvement révolutionnaire du prolétariat en est une tout autre. Une telle mystification est fille de l'illusion et de l'aveuglement communs à tous ceux qui n'ont pas su tirer les leçons de la contre-révolution par laquelle ce mouvement a été depuis longtemps submergé et détruit. La Chine de Mao ayant elle-même contribué à cette contre-révo- en contribuant à la dénaturation de toute position marxiste, ce n'est pas de ce côté que pouvait surgir l'étincelle de la reprise prolétarienne.

Pour nous, l'insertion de la grande Chine dans le jeu des rapports entre impérialistes n'est pas une déception, parce que nous n'avons jamais pris son accumulation capitaliste primitive pour une révolution socialiste, c'est-à-dire pour l'effet d'une insurrection prolétarienne ni pour la construction d'un quelconque « communisme ». Si cette insertion ruine quelque chose, c'est uniquement l'idée folle que des révolutionnaires prolétariens puissent faire confiance à d'autes qu'eux-mêmes pour travailler à la reprise du mouvement de classe. Elle confirme en plein que le futur parti de classe ne pourra jamais se frayer son chemin par aucune « voie nationale », que ses bases sont internationales parce que ce sont celles de son programme scientifique. La perspective de la révolution prolétarienne ne passe ni n'a jamais passé par la Chine des « cents fleurs », du « bloc des quatre classes », de la « révolution culturelle » ou du « nouveau Yalta » : elle passe et a toujours passé par la défense, la réaffirmation constante, anonyme, collective, internationale du programme communiste.

Que les pro-chinois pleurent sur l'effondrement de leur perspective : nous, marxistes, nous n'y avons jamais cru.

En marge de la crise monétaire internationale

Inflation de miracles

Alors que les soubresauts commerciaux et monétaires montrent que pour le monde bourgeois se préparent de nouveaux affrontements et une nouvelle crise, les penseurs petits-bourgeois se lancent à corps perdu dans les rêveries fumeuses qui expriment l'impuissance désespérée d'une classe dépourvue de toute perspective politique autonome.

Un beau rêve tiers-mondiste :

M. Emmanuel propose ainsi au public éclairé du "Monde" (7/9) la solution née de son cerveau sorbonnard : création **d'un « hôtel des monnaies » mondial** qui estampillerait l'or **réservé aux** paiements internationaux moyennant un très fort droit de frappe payé en or par les banques centrales ; les importantes quantités de métal jaune ainsi recueillies par « l'hôtel des monnaies » en paiement de la frappe seraient utilisées au développement des pays arriérés. Ainsi serait résolu le problème qui tourmente M. Emmanuel : comment les jeunes bourgeoisies du Tiers-Monde peuvent-elles développer leur économie nationale en protégeant contre leurs rapaces confrères impérialistes les richesses qu'elles ont eu tant de mal à extorquer à leur prolétariat et à leur paysannerie ? Et notre auteur de préciser : «Ce sera une aide d'autant plus facile à dispenser que personne ne la paiera ».

Jésus-Christ qui ne faisait que changer l'eau en vin peut aller se recycler, ainsi que les alchimistes du Moyen-âge qui, pour arriver à l'or, partaient au moins du plomb : M. Emmanuel, lui, part de **rien** pour créer non seulement de l'or, mais encore le développement des pays arriérés, avec en prime la paix et l'harmonie universelles dans le meilleur des mondes capitalistes. Certes, écrit-il la réalisation d'un tel système serait « passablement difficile » (!). Mais en cas de réussite, « personne ne dominera ni ne gênera personne » **(sic)**. Grâce à la pierre philosophale brevetée Emmanuel, le monde capitaliste aura donc enfin trouvé le moyen d'avoir le salariat sans exploitation, le commerce sans vol, l'argent sans usure, la Bourse sans spéculation, l'accumulation sans expropriation des producteurs directs, l'exportation de capitaux sans impérialisme, l'Etat bourgeois sans violence, en somme le capitalisme sans le cortège de sang et de misère qui l'a **toujours** accompagné et qui l'accompagnera **toujours.**

Que pareil exploit soit en effet « passablement difficile » à réaliser, peu importe, du moment que la nouvelle invention atteint ce qui est le véritable but de tous les mythes petits-bourgeois : faire croire à la classe ouvrière qu'elle peut « faire l'économie » de la Révolution grâce à des réformes astucieuses qui supprimeraient comme par miracle les vices les plus hideux du capitalisme.

(Suite page 2)

Mythe du Vietminh et vérité historique

La publication du dossier Mc Namara désormais fameux a provoqué une vague de stupeur, d'indignation et de protestation dans l' « opinion publique ».

La presse démocratique l'a accueilli avec satisfaction comme une preuve décisive des crimes pour lesquels le gouvernement américain avait été depuis longtemps accusé par le « mouvement pour la paix » et par le « tribunal des droits de l'homme ».

Voici une liste sommaire des crimes américains selon l'opposition démocratique : 1° Les « premiers à commencer », c'est-à-dire les « agresseurs », ont été les USA. 2° Il n'y a eu ni invasion ni même appel à l'insurrection de la part de la République démocratique du Vietnam. 3° Ce sont les USA qui ont « violé » les accords de Genève de 1954. 4° Par la façon bestiale dont ils ont conduit la guerre, les USA ont mille fois dépassé les nazis en férocité, ainsi que par l'ampleur des moyens employés pour terroriser et exterminer les populations. 5° Le respect que les USA ont des traités fait honneur aux nazis eux-mêmes : les USA ont violé tous les traités internationaux, « les droits de l'homme », le « droit des peuples à l'auto-détermination », etc... 6° Par leur intervention militaire, enfin, les USA ont agi « contre la volonté du parlement américain » ; ils ont donc foulé aux pieds leurs propres lois, nié leurs propres principes de « démocratie », de « liberté », etc...

Or, comment le gouvernement des USA a-t-il pu aller à la fois contre « son peuple », « ses principes » et ses organes législatifs ? Son action a violé mille « droits », mais elle a respecté pleinement ce qui compte, c'est-à-dire le droit du plus fort.

Face à une telle démonstration de brutalité et de cynisme, combien apparaissent stupides et stériles les lamentations des naïfs pacifistes petits-bourgeois qui, contre elle, brandissent le « droit » et qui opposent aux armes les chiffons de papier que sont les traités et les chartes ! Pas plus qu'aucun Etat bourgeois, l'Etat des USA ne défend ni une idéologie, ni une constitution, mais un ensemble d'intérêts ; il peut donc à l'occasion fouler aux pieds « ses propres lois ». D'une part, un pâle courant d'opinion qui se définit en général comme « pacifiste » et qui prétend lutter aux côtés des vietnamiens en dénonçant dans la guerre et dans la violence la cause de tous les maux, et dans la paix la solution universelle ; de l'autre, la véritable lutte à coup de bombes et de massacres ! Mais les héroïques combattants vietnamiens qui luttent de façon presqu'ininterrompue depuis vingt-cinq ans sont seuls : seuls contre l'impérialisme américain, seuls contre le « mouvement pacifiste » qui contribue à embrouiller les idées du prolétariat occidental et à avaliser la thèse selon laquelle les vietnamiens « peuvent s'en tirer seuls » et que la solidarité envers leur lutte doit s'exprimer dans les formes démocratiques et non violentes ; seuls enfin contre leurs propres chefs liés à la fois à la politique de Moscou et à celle de Pékin qui ont toujours cherché à contenir le mouvement dans des limites bourgeoises-nationales et (comme nous le démontrons) non seulement à ne pas heurter les intérêts de la classe des propriétaires terriens, mais à s'entendre avec elle, se moquant systématiquement des prolétaires et des paysans pauvres.

Que le prolétariat occidental ait assisté à l'extermination systématique de milliers et milliers de vietnamiens sans lever le petit doigt, c'est là un fait qui montre l'abîme dans lequel nous sommes tombés depuis cinquante ans et plus. Voilà le point central, et tandis que tous exaltent hypocritement la lutte et les victoires militaires des vietcongs, nous ne pouvons pas dissimuler que la lutte des prolétaires et des paysans pauvres du Vietnam est et restera sans espoir tant que le prolétariat occidental ne se sera pas libéré de la chape de plomb de l'opportunisme qui fragmente et divise ses luttes et les maintient sur un terrain légalitaire et pacifiste.

Ceux qui se limitent à exalter les luttes des combattants vietnamiens sans tirer des événements passés les leçons nécessaires, aussi douloureuses qu'elles soient, aident-ils en quoi que ce soit ces combattants ? Ceux qui prétendent que les événements du Vietnam prouvent qu' « un peuple petit et faible peut par ses seules forces infliger la défaite à l'impérialisme » sont-ils dans le camp des héroïques combattants vietnamiens ? Que démontrent en réalité les vingt-cinq ans de guerre d'abord contre les Japonais puis contre les Français et aujourd'hui (depuis bientôt onze ans) contre les Américains, sinon le contraire ?

En 1946, après l'écrasement des Japonais, un accord avec la France ouvre la voie à l'entrée des troupes françaises dans le

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE
A SAINT-ETIENNE

Le vendredi 22 octobre, à 20 h 30

au « Cercle Pédagogique », 90 bis, Boul. Valbenoîte

Nature et fonction du P.C.F.

INFLATION DE MIRACLES

(*Suite de la page 1*)

Le réalisme bourgeois :

Aux boniments petit-bourgeois, c'est toujours le capital lui-même qui apporte les meilleurs démentis. Pendant que M. Emmanuel rêvassait, M. Bidegain, capitaliste « de gauche » dont les exportations de chaussures aux USA sont menacées par la surtaxe de 10 %, ne se gênait pas pour réclamer la solution impérialiste à la crise commerciale qui menace :

« Il faut que l'Europe cherche « à remplacer la perte des ven- « tes futures sur le marché amé- « ricain par de nouveaux débou- « chés créés dans le Tiers-Mon- « de. Les possibilités fantasti- « ques d'équipement et de con- « sommation que représentent « les pays en voie de développe- « ment sont pour l'Europe sa « meilleure chance d'avenir au « moment où les USA arrêtent « leur aide au Tiers-Monde. Mais « il ne s'agit plus d'aide, il faut « financer ces achats possibles. « Nous devrions suggérer, après « étude avec les autres organisa- « tions patronales européennes, « qu'au niveau des gouverne- « ments un plan européen de fi- « nancement du développement « du Tiers-Monde soit créé. Il « nous est peut-être possible de « consentir des crédits rembour- « sables en 20 ou 30 ans qui « permettraient à la Chine et à « d'autres pays en voie de dé- « veloppement de nous acheter « les équipements et les biens de « consommation dont ils ont tant « besoin ». (« Le Monde », 8-9).

Le petit-bourgeois utopiste propose, mais c'est le capitalisme qui dispose, et le seul «remède» qu'il applique est l'exportation de marchandises et de capitaux qui conduit inéluctablement à l'exaspération de la concurrence, à la crise et à la guerre impérialiste !

Un « socialisme » anti-dollar

Voisinant avec M. Bidegain dans le même numéro du « Monde », M. Rocard apporte comme d'habitude un parfait complément aux propositions du porte-parole avancé du capital :

« Le problème, écrit le diri- « geant du PSU, n'est pas celui « du dollar, mais celui de l'im- « périalisme américain. La répon- « se ne peut se faire que par la « création d'autres pôles moné- « taires, et chacun ici de parler « de l'Europe. Mais dans ce do- « maine l'évidence est criante : « il n'y aura de monnaie euro- « péenne que lorsqu'il y aura « pouvoir politique européen. Il « n'y aura de pouvoir politique « européen que lorsque la lutte « des classes imposera ses arbi- « trages à ce niveau ».

Conscient de ses responsabilités de parlementaire, M. Rocard propose donc pour objectif à la classe ouvrière d'opposer à la puissance américaine... une puissante monnaie européenne. Mais à supposer que le pouvoir politique européen qu'il souhaite puisse exister, comment assurer la puissance de sa monnaie ?

La recette est aussi vieille que le capitalisme. La valeur d'une monnaie nous dit M. Rocard « est directement liée à la puissance et à la compétitivité de l'économie qui lui sert de support ». Or, comme les seuls moyens d'assurer la puissance et la compétitivité d'une économie sont le travail toujours plus intensif de la classe ouvrière, les «gains de productivité » (et donc les licenciements), sa « solution » consiste à crier aux prolétaires : « Retroussez vos manches, camarades, il nous faut une monnaie forte pour concurrencer le dollar ! » Pendant que les Bidegain s'occuperont d'exporter marchandises et capitaux, les Rocard et Cie prêcheront au prolétariat les sacrifices nécessaires pour susciter à l'impérialisme américain un concurrent capable de lui piquer ses marchés et ses zones d'influence. En somme, le PSU se propose de supplanter nos staliniens nationaux dans l'asservissement du prolétariat aux besoins du capital. La seule différence est que ce n'est pas pour la **grandeur française** qu'il lui demande de s'échiner, mais pour la **grandeur européenne.** L'opportunisme n'est jamais à court de nouveautés pour tromper la classe ouvrière.

Un « communisme » du rouble-or

Dans ce concours Lépine des rafistoleurs du capitalisme, la palme revient sans aucun doute aux propositions du dénommé Amendola dans « Rinascita » (hebdomadaire du PC italien, 10-9-71). Ce monsieur, qui s'intitule sans rire « communiste », ne propose rien de moins que de « résoudre la crise monétaire in- « ternationale par la formation « d'un nouveau système monétai- « re international, d'un système « qui ne soit pas dominé par une « ou deux monnaies exprimant « l'hégémonie d'un ou deux Etats « capitalistes, mais réglé par un « centre mondial dans lequel « soient présents et détermi- « nants, en toute autonomie, « tous les pays, sous l'égide de « l'ONU ». Ah le doux rêve d'un monde harmonieux formé de nations libres et égales se livrant paisiblement à la plus noble des activités humaines : le commerce. Chaque bourgeoisie a largement de quoi vivre en exploitant sa classe ouvrière : pourquoi donc s'entredéchirer ? Pourquoi ne pas créer, sous l'égide de l'ONU, une grande alliance fraternelle de tous les exploiteurs qui supprimerait l'injustice et l'inégalité, c'est-à-dire interdirait aux **gros** exploiteurs d'exploiter les **petits ?** M. Amendola et ses semblables ont depuis longtemps oublié, à supposer qu'ils l'aient jamais su, 1. qu'il n'y a pas de « crise monétaire internationale » en soi, mais une crise **du capitalisme mondial** ; 2. que le but des vrais communistes n'est pas de « résoudre la crise » du capitalisme, mais bien d'en profiter pour l'abattre à jamais ; 3.) que Lénine, qui qualifiait de **caverne de brigands** la Société des Nations, rappelait déjà aux petits-bourgeois Kautsky, saint patron de tous les Amendola, Marchais et Cie, que les rapports économiques entre nations capitalistes n'ont jamais été une question de **bonne volonté, mais ont toujours été déterminés** par les lois du capitalisme : « Si les capitalistes se partagent « le monde, ce n'est pas en rai- « son de leur scélératesse parti- « culière, mais parce que le de- « gré de concentration déjà at- « teint les oblige à s'engager « dans cette voie afin de réali- « ser des bénéfices, et ils le par- « tagent proportionnellement aux « capitaux, selon les forces de « chacun, car il ne saurait avoir « d'autre mode de partage en ré- « gime de production marchande « et de capitalisme » (« L'im- « périalisme... », ch. V) ; 4.) que le même Lénine rappelait au même Kautsky que l'inévitable partage du monde entre puissances impérialistes ne peut être qu'une question de **force** et non d'organisation internationale : «... il est **inconcevable** en « régime capitaliste que le « partage des zones d'influence, « des intérêts, des colonies, etc..., « repose sur autre chose que la « **force** de ceux qui prennent part « au partage, la force économi- « que, financière, militaire, etc. « (...) Aussi les alliances « in- « ter-impérialistes » ou « ul- « tra-impérialistes » dans la réa- « lité capitaliste et non dans la « mesquine fantaisie petite bour- « geoisie des prêtres anglais ou « du « marxiste » allemand « Kautsky, ne sont **inévitable- « ment,,** quelles que soient les « formes de ces alliances, qu'il « s'agisse d'une coalition impé- « rialiste dressée contre une au- « tre, ou d'une union générale « embrassant **toutes** les puissan- « ces impérialistes, que les « trê- « ves » entre les guerres ». (L'impérialisme... », ch. IX).

Ce que M. Amendola appelle pudiquement « système monétaire international » n'a jamais été autre chose qu'un **système** de paiements des dettes entre bourgeoisies nationales imposé au reste du monde par le ou les impérialismes dominants : anglais avant la première guerre mondiale, anglais et américain entre les deux guerres, américain après le second carnage impérialiste. Le prochain « système » ne pourra pas être autre chose qu'un compromis provisoire entre l'impérialisme dominant et les nouveaux venus aux dents longues, en attendant un nouvel affrontement ou une nouvelle crise ; quant aux autres pays soi-disant « autonomes », ils se plieront comme toujours à la loi du plus fort.

Il est vrai que le système de M. Amendola comporte une grande **nouveauté,** qui va permettre non seulement de réaliser enfin le mythe petit-bourgeois de l'égalité des nations, mais encore de muer sans douleur la société bourgeoise en socialisme sans même qu'elle s'en aperçoive. Cette poudre de perlimpinpin, c'est **le rouble-or convertible.** M. Amendola et ses semblables considèrent certainement la convertibilité du rouble-or comme un pas de plus vers le communisme en Russie et une nouvelle victoire du camp socialiste mondial : pour tous ces adorateurs de la société marchande, les plus sûrs agents du socialisme ne sont plus depuis longtemps le prolétariat et son parti, mais **le billet de banque et le lingot.** Grâce au rouble-or convertible, on pourra mesurer les progrès du socialisme d'après le niveau des réserves d'or dans le bilan hebdomadaire de la Banque d'Etat de Moscou. En échange de l'acceptation de la devise russe comme monnaie de réserve par les bourgeoisies occidentales, MM. Marchais, Amendola et Cie s'empresseront d'expliquer aux ouvriers que la Banque de France, la Banque d'Italie, etc..., ayant des roubles dans leurs caves, elles font un peu partie du camp socialiste et qu'il n'est donc pas question d'y toucher ou de les mettre en danger par des grèves ou des mouvements inconsidérés. Au lieu de continuer à prêter des euro-dollars aux financiers occidentaux pour qu'ils construisent de nouveaux bagnes productifs, la « Moscow Narodny Bank » pourra enfin leur prêter des euro-roubles - et chacun sait que les usines construites avec des roubles sont par définition « socialistes ». Le rouble, agissant comme contrepoids au dollar dans les paiements internationaux, mettra fin par sa seule présence à l'impérialisme américain, délivrant enfin les petites nations de la domination des grandes. Diffusion du socialisme et de la démocratie, afflux d'or à la Banque de Moscou, tout cela - comble des merveilles - se produira **pacifiquement.** La fée rouble-or ayant remplacé la lutte des classes, rendu « socialiste » tout ce qu'elle aura touché, désintégré d'un coup de baguette le dragon impérialiste, il ne restera plus, pour parachever ce beau conte, qu'à admettre Walt Disney parmi les promoteurs des « voies nouvelles au socialisme ».

Buts et moyens du capitalisme

La véritable société bourgeoise n'a rien à voir avec tous ces contes de fées. Dans le monde capitaliste, une monnaie est réputée **forte** lorsque le pays qui l'émet réalise régulièrement un fort excédent commercial faisant rentrer dans ses caisses de l'or et des monnaies de réserve (des dollars) qui lui permettent **d'exporter des capitaux** pour aller extorquer à l'étranger des taux de profit plus élevés que dans la métropole (actuellement, c'est surtout le cas du mark allemand et yen japonais). Le dollar ayant été imposé au monde en 1945 comme monnaie de paiement internationale par l'imperialisme américain victorieux sur tous les fronts, ce dernier a pu procéder à des exportations massives de capitaux sans avoir eu à constituer préalablement des réserves de dollars correspondantes par le moyen de ses excédents commerciaux. Mais les rivaux des Etats-Unis cherchent à mettre fin à ce privilège qui les désavantage et la crise économique et sociale qui la menace à l'intérieur impose à la bourgeoisie américaine de rétablir rapidement son excédent commercial grignoté peu à peu par la forte concurrence européenne et japonaise. En résumé, chaque capital national cherche donc, non pas à réaliser un paisible équilibre de ses échanges commerciaux, mais à **ramasser sur le marché mondial le plus de valeur possible** pour la transformer en capital exporté rapportant un surprofit ; or cela n'est possible qu'à la condition d'être plus **compétitif** que ses concurrents, c'est-à-dire d'exploiter les ouvriers plus férocement ou plus efficacement qu'eux : la puissance des monnaies, qu'elles s'appellent franc ou rouble ou dollar, repose donc toujours sur l'exploitation de plus en plus intensive de la classe ouvrière.

Par ailleurs, la nécessité de trouver des débouchés pour des marchandises sans cesse plus abondantes et des sources sûres de matières premières et d'énergie, ainsi que le besoin d'échapper à l'insupportable limitation des exportations de capitaux qu'impose la contrainte de l'équilibre de la balance des paiements de chaque pays (à l'exception des USA), amènent chaque bourgeoisie nationale à chercher à se créer une zone d'influence priviligiée où lui soient assurés les marchés et les matières premières indispensables et surtout où ses exportations de capitaux puissent se faire, non en monnaie de paiement internationale, mais dans sa monnaie nationale qui serait pratiquement admise comme monnaie de réserve dans cette zone. En somme chaque pays capitaliste développé doit, pour éviter l'étouffement par la surproduction de capital, essayer de faire dans un coin de la planète ce que l'impérialisme américain a fait à l'échelle de la planète entière. Le développement du capitalisme aboutit donc inéluctablement à la lutte entre les principaux impérialismes pour la constitution de ces zones d'influence ou la remise en cause des zones existantes. Pendant que la Russie s'efforce vainement de renforcer la zone rouble baptisée pour les besoins de la cause « camp socialiste », les Etats-Unis cherchent à protéger l'universelle zone dollar contre leurs jeunes concurrents en expansion. La Grande-Bretagne et la France s'efforcent pareillement de protéger dans la mesure de leurs moyens les zones sterling et franc, derniers vertiges de leur puissance impériale, cependant que les capitalismes les plus dynamiques, l'Allemagne et le Japon, sont inéluctablement poussés à chercher à se constituer des zones mark et yen pour déverser leur capital surabondant. Sur le marché mondial, les différentes monnaies nationales ne sont que les représentants des intérêts des divers capitaux nationaux. Deux guerres impérialistes ont déjà prouvé qu'aucun système **monétaire,** quel qu'il soit, ne peut empêcher les impérialismes concurrents de s'affronter pour déverser leurs marchandises et leurs capitaux d'une part, s'assurer le contrôle des sources de matières premières et d'énergie de l'autre, et donc de chercher à remettre en cause le partage actuel de la planète. La seule force qui puisse les empêcher est la révolution communiste qui se moquera bien des différents intérêts **nationaux.**

Le programme communiste

Le véritable programme communiste est donc à cent lieues de tout système monétaire. Il prévoit au contraire **l'abolition de la** monnaie car il est dans la nature **immanente** de l'argent, comme l'a montré Marx, de se transformer **inéluctablement**, en capital pour engendrer en présence de travailleurs « libres », c'est-à-dire dépossédés de tous moyens de production, l'esclavage salarié, l'accumulation forcenée, la concurrence pour l'écoulement des marchandises, l'exportation des capitaux, la constitution de zones d'influence, l'affrontement impérialisme, en somme tout le cortège sanglant du capitalisme que les petits-bourgeois pleurnichards voudraient réformer sans en supprimer la cause première. Pour détruire définitivement l'odieuse société capitaliste, il faut en extraire les **racines** : la marchandise, la valeur et l'argent, en leur substituant dictorialement la répartition centrale par la société des biens produits, au moyen de bons de travail, cartes de répartition ou autres procédés exclusivement comptables **excluant** toute **circulation de valeur accumulable** et donc toute **monnaie.** Alors seulement le fétiche-or perdra toutes les vertus mythiques que projetaient en lui les rapports marchands. On se souviendra que ses **qualités** d'inaltérabilité chimique en font comme l'a noté Lénine un matériau particulièrement approprié au revêtement des latrines publiques : MM. Emmanuel, Amendola et tous leurs semblables qui aiment tellement le métal jaune seront tout désignés pour les entretenir quotidiennement.

La C. G. T. et la hiérarchie

La C.G.T. se déchaîne contre les revendications uniformes en développant toute une série d'arguments plus spéciaux les uns que les autres.

Le pourquoi de cette attitude est plus important que le comment et il est passablement clair. La C.G.T. s'émeut parce que les revendications uniformes peuvent dresser les petites catégories contre les cadres et vice-versa ; parce qu'elles écrasent l'échelle hiérarchique et limitent l'amélioration sociale à la seule progression des rémunérations. En un mot, la C.G.T. craint pour la promotion sociale dont elle est devenue le champion et qui constitue le principal moyen pour le capitalisme de réduire la classe ouvrière à l'impuissance.

Il n'est pas étonnant que les principaux arguments de la C. G. T. en faveur de la hiérarchie des salaires tournent autour du sort des cadres. Tout se tient. Le P. C. F. pactise avec les classes moyennes, recherche leurs votes en vue d'une gestion « démocratique » des affaires du capital. En conséquence, la C. G. T. se prostitue aux cadres et techniciens qui représentent le pendant de ces classes moyennes parmi ces catégories salariées. Non seulement elle se prosterne devant eux en précisant, par la voix de Séguy, qu'elle n'attend pas qu'ils adhèrent à son orientation générale, mais elle se fait la propagandiste du point de vue des cadres parmi les ouvriers.

La C. G. T. n'est pas un syndicat de cadres, c'est un syndicat qui s'évertue à donner à toute la classe ouvrière un psychologie et un comportement de cadres, c'est-à-dire l'orgueil stupide du « qualifié », le carriérisme, la servilité, voire l'attitude de chien de garde du capital face à la révolte des catégories défavorisées. La C. G. T. c'est la maîtrise contre les O. S. lors de la grève du Mans, c'est l'ouvrier de nationalité française qui ignore son frère « étranger » surexploité, c'est la « défense de l'outil » contre la sainte colère des esclaves salariés. La hiérarchie commence dès le manœuvre, souligne-t-elle, afin d'encourager et renforcer le point de vue le plus misérable qui soit : vouloir maintenir des degrés dans la misère avec l'espoir d'en gravir quelques uns. La C. G. T. c'est : chacun à sa place ; l'ingénieur et le délégué auprès du patron, l'O. S. dans l'enfer de la chaîne de production !

A cette armée d'imposteurs qui prétendent sauvegarder les intérêts des ouvriers en détruisant leur principale arme — la revendication unitaire de classe — il arrive parfois de dire quelque vérité. Nous lisons dans une feuille cégétiste : « Dans l'état actuel de la société et du comportement de l'homme, les thèses égalitaristes ne peuvent constituer qu'un frein pour le développement de l'humanité ». Ce qui signifie en clair que le capitalisme, l'exploitation, la loi de la valeur et la hiérarchie salariale qui en est l'expression sont encore nécessaires au « développement de l'humanité ». Depuis un demi-siècle, le marxisme a dénoncé le capitalisme comme un monstre à abattre et qui ne pouvait plus apporter à l'espèce humaine que misère et catastrophe, destruction et guerre. Sachons pourtant gré aux faux marxistes de nous dire tout cru, pour une fois, leur vérité : ils défendent la hiérarchie parce qu'ils défendent le capitalisme, ils considèrent celle-là comme naturelle parce qu'ils admettent celui-ci pour l'éternité.

Nous sommes, nous, pour la revendication uniforme parce qu'elle unifie les luttes, pour la lutte générale contre la hiérarchie capitaliste d'abord, contre la division du travail ensuite par le communisme qui abolira toute hiérarchie.

Productiviste, patriote et répressive

LA C. G. T. DE 1945 A 1947

Les faits que nous relatons dans cette étude, références et preuves indiscutables à l'appui, constituent l'exemple le plus inouï de la vile besogne dont l'opportunisme est capable lorsqu'il conserve la confiance de la classe ouvrière qu'il a lui-même divisée et rendue impuissante.

Fin 1944, la France est « libérée », les armées allemandes refoulées outre-Rhin. Le prolétariat, que le stalinisme international a livré comme chair à canon aux impérialismes occidentaux, refait brutalement connaissance, après le fascisme honni, avec la « démocratie » qu'il a sauvée, oubliant que ces deux formes politiques ont pour même contenu la dictature du capital. Le « parti communiste » dégénéré, qui a sacrifié la vie des prolétaires au sauvetage de la patrie bourgeoisie ne saurait davantage lui marchander leur travail : après le sang, la sueur, toujours pour le salut du capitalisme !

Ses dirigeants syndicaux plient les travailleurs aux concessions les plus humiliantes, leur imposent eux-mêmes les pires méthodes d'exploitation de la force de travail. Ils exaltent l'esclavage salarié et condamnent la grève comme « arme des trusts ». Ils instaurent le travail gratuit du dimanche et le renoncement volontaire à une partie du salaire. Ils utilisent tous les moyens pour accroître le rendement : le désarmement idéologique à l'appui du désarmement matériel, la calomnie comme la coercition, la délation aussi bien que la concurrence. L'histoire des deux années que nous relatons n'est qu'accumulation de trahisons plus répugnantes les unes que les autres : la division entre les catégories de salariés saluée comme « unité de classe », les intérêts de la patrie assimilés à ceux du prolétariat, le socialisme déguisé en productivisme effréné...

Une première raison suffirait à justifier le rappel de ces faits oubliés. Bien des jeunes qui ne les ont pas vécus, et que révolte notre présent de misère et de violence, ignorent encore qu'il plonge ses racines les plus profondes et les plus solides dans ce passé de honte et de capitulation. Des « révolutionnaires » qui leur proposent le « front unique » avec les bourreaux du prolétariat aux sociologues démocrates qui les exhortent à s'accomoder de « l'embourgeoisement inévitable des ouvriers », tout un front politique et social s'interpose entre eux et l'histoire pour dérober à leurs yeux la *responsabilité politique* de l'opportunisme stalinien lors du tournant crucial qui a décidé du sort du siècle.

Si la bourgeoisie capitaliste est parvenue à briser la combativité des ouvriers en leur offrant — à crédit — HLM, automobile, et autres merveilles de la technique moderne ; si l'entreprise est devenue une jungle où les salariés, à coups d'heures supplémentaires et de course à la qualification, se livrent la plus fratricide des concurrences ; si l'ouvrier qualifié méprise ou ignore le manœuvre algérien ; si, en un mot, la bourgeoisie capitaliste a pu, grâce à l'essor effréné de sa production, diviser, désarmer et corrompre le prolétariat c'est aussi parce qu'au moment le plus difficile, lorsque son capital d'exercice était tombé à zéro, un parti qui déhonore le nom du communisme a collaboré avec elle, la main dans la main, pour reconstruire ce capital au prix de la souffrance et de la faim de la classe ouvrière. C'est parce que la CGT, que ce parti tenait dans sa poigne de fer, s'est transformée, durant les deux années que nous évoquons, en *garde-chiourme* impitoyable du prolétariat.

Des raisons plus générales incitent pourtant à ce coup d'œil historique sur des événements vieux de plus d'un quart de siècle. Dans tous les pays du monde, l'histoire du mouvement syndical est celle d'une lente dégradation de cet organisme. Créé pour défendre la force de travail, il apparaît de plus en plus comme complice des exploiteurs capitalistes. Fier autrefois de son indépendance, il s'asservit toujours davantage aux partis bourgeois et à leur gouvernement. Fervent de la révolte dans le passé, il est devenu l'apôtre de la conciliation sociale. Arme du prolétariat, il devient celle du pouvoir bourgeois au sein même de la classe ouvrière.

Cette évolution, toute contenue dans la tendance totalitaire du développement historique du capitalisme, épouse des rythmes plus ou moins rapides et réguliers selon les caractères propres à la lutte des classes dans chaque enceinte nationale. Dans certains pays, l'Internationale Communiste de la grande époque avait réussi à refouler, momentanément, l'asservissement du syndicat à l'Etat bourgeois dont la social-démocratie était l'artisan actif. Le communisme ne s'est jamais implanté véritablement ou durablement dans les pays nordiques et anglo-saxons ; il a été écrasé dans le sang en Allemagne. Mais la CGT française et la CGIL italienne ont survécu, prospéré et conservé, longtemps après qu'un peu d'oxygène révolutionnaire leur ait été insufflé, une façade sociale et politique qui, jusqu'à ces dernières années, ont pu abuser sur leur véritable rôle. Cette particularité explique encore, pour une part difficile à définir, leur position majoritaire parmi les ouvriers et le rôle de « clé de voûte » qu'elles peuvent jouer, dans des styles différents, dans une constellation de centrales syndicales qui se partagent la même tâche de sabotage des luttes immédiates du prolétariat.

Le rôle de l'opportunisme ouvrier consiste à formuler les revendications ouvrières dans les termes et les formes qui conviennent au respect de la domination du capital. Les syndicats dirigés par les opportunistes feignent donc de défendre les conditions de vie et de travail des salariés, tout en interdisant à ces derniers de compromettre la stabilité et la prospérité de l'exploitation capitaliste. Dans les époques d'intense lutte sociale, ce rôle devient déterminant pour la sauvegarde de l'ordre établi. Mais alors il se démasque de lui même parce que ceux qui le jouent doivent, dans ces circonstances, renoncer jusqu'au simulacre de la lutte de classe pour prendre la défense ouverte de l'Etat bourgeois et de la production capitaliste. Ce fut la tâche des partis dégénérés de la défunte IIIe Internationale, après l'avoir été de ceux de la Seconde en 1919.

Ces « heures de vérité » de l'opportunisme n'entraînent pas nécessairement la ruine de son influence politique et sociale, qui ne peut être véritablement détruite que par la victoire révolutionnaire du prolétariat. La social-démocratie, quoique déshonorée par sa politique d'union sacrée durant la première guerre mondiale, ne perdit jamais totalement la sienne. Elle l'a même récupérée en partie lorsque les partis de la IIIe Internationale, initialement ses adversaires farouches, se rallièrent à son réformisme sous le double coup de la défaite du communisme en Europe et de l'avènement du stalinisme en Russie. Renfloué deux fois par le front unique conclu entre socialistes et « communistes », le syndicalisme de collaboration de classe a donc survécu en contaminant ceux qui, primitivement, s'assignaient pour but de le combattre. A la Libération, la CGT à majorité « communiste », non seulement défendit un *programme de réforme* que les communistes dénonçaient dans la CGT de 1919 ; non seulement elle sabota grèves et luttes, tout comme son aînée l'avait fait vingt-cinq ans plus tôt, mais encore par une collaboration éhontée avec ceux que Lénine appelait en son temps « social-traîtres » et agents du capitalisme, elle les *réhabilita* aux yeux des travailleurs.

Lorsque le lecteur aura vu dans le détail comment cette CGT « communiste » s'est comportée à la Libération, il s'interrogera inévitablement sur les raisons de la confiance que les ouvriers, en dépit de ses forfaits, lui témoignent encore. Ces raisons sont complexes et toutes liées à un phénomène d'ordre historique et général : le prolétariat international ne s'est pas remis de la défaite essuyée par la révolution communiste mondiale autour de l'année 1920. Mais de toutes les conséquences de cette défaite, celles qui déterminèrent plus particulièrement la survivance des illusions ouvrières concernant la CGT se rattachent directement aux circonstances politiques qui succédèrent au second carnage impérialiste. L'opportunisme stalinien, grâce à sa participation active à ce carnage, y gagna ses galons de « parti de gouvernement ». Rien ne démasque mieux l'opportunisme d'un parti « ouvrier » que sa promotion au rang de « gérant loyal » de l'Etat bourgeois. Mais le stalinisme, en France et en Italie, resta trop peu de temps au pouvoir pour s'y compromettre irrévocablement.

Deux ans à peine après avoir outrageusement collaboré à l'union sacrée, le PCF — et à sa suite la CGT — adoptèrent une attitude d'ouverte hostilité à l'égard du gouvernement tripartite. Ce qu'ils avaient perdu de prestige auprès des masses entre 1945 et 1947, ils le récupérèrent dans leur période « oppositionnelle » des années suivantes.

Leur aptitude surprenante à effectuer un tel revirement s'explique, comme tous les autres « tournants » auxquels le stalinisme les avait contraints, par les différences profondes qui séparent les dégénérescences successives des partis de la seconde et de la troisième Internationale. Les syndicats sociaux-démocrates, tout comme les vieux partis socialistes, abandonnèrent la lutte de classe au cours d'une longue évolution et par soumission directe à leur Etat bourgeois national. C'est d'une façon bien plus brutale, dans un laps de temps beaucoup plus court, que les partis communistes renièrent la perspective de la révolution mondiale pour devenir de simples appendices extérieurs de l'Etat stalinien. Les syndicats sociaux-démocrates étaient aux ordres de leur bourgeoisie. Ceux que les « communistes » s'annexèrent dépendaient en premier lieu des directives du Kremlin. Les premiers nommés, face à une grave crise sociale, n'avaient pas d'autre ressource que de reprendre ouvertement fait et cause pour l'Etat bourgeois national auxquels leurs acolytes du parti socialistes fournissaient par ailleurs des ministres qui, devant la menace révolutionnaire, ne reculaient pas devant le rôle de « chiens sanglants ». Les seconds, par contre, oscillaient entre l'opposition parlementaire et la collaboration au gouvernement capitaliste, décidant l'une ou l'autre, certes en fonction de la situation intérieure des pays où ils agissaient, mais toujours selon l'état des rapports, bons ou mauvais, existant à un moment donné entre l'URSS et le pouvoir en exercice dans ces pays.

Si, à la Libération, leur collaboration de classe s'affirme de façon aussi cynique et éclatante qu'on le verra par la suite, c'est précisément parce que les deux mobiles de la politique du PCF convergent alors dans la même direction. D'une part, la situation économique et politique du capitalisme français exige une discipline sociale de fer que seul le stalinisme peut alors imposer au prolétariat. D'autre part, l'URSS, rangée dans le camp occidental dès l'attaque subie durant la guerre par l'allié nazi de la veille, est depuis ce moment-là aux côtés des démocraties victorieuses ; mais elle y soutient aussi, en la personne du gouvernement tripartite, et contre le trop envahissant « protecteur » américain, les velléités d'indépendance du général de Gaulle. Ce dernier est accueilli triomphalement à Moscou, tandis que Thorez exorte les ouvriers français à « produire avant de revendiquer » : contre le prolétariat, le front unique des opportunistes et de la bourgeoisie, des staliniens, de la démocratie chrétienne et des socialistes « gérants loyaux du capitalisme », se présente sans aucune fissure !

En 1947, la situation change brusquement. La coalition de guerre entre l'URSS et les pays occidentaux éclate face à la main-mise économique en Europe que l'Amérique déguise sous le Plan Marshall. Les PC, en France et en Italie, passent dans l'opposition. La CGT, jusque là farouchement anti-grève, laisse exploser le mécontentement longtemps contenu de la classe ouvrière. Elle prend même la tête des luttes immédiates, redore le blason terni de sa combativité, fait oublier ses deux années de collaboration inouie avec le capital. Il faudra par la suite toute une longue évolution pour qu'elle soit ramenée, dans des conditions toutes différentes, aux mêmes positions pour le contenu sinon pour la forme, que celles de 1944-47.

Ce tournant constitue donc un véritable « sauvetage » de l'opportunisme stalinien à la faveur de la « guerre froide ». S'il ne suffit pas à expliquer la robustesse actuelle de la centrale syndicale qu'il contrôle toujours, il permet toutefois de comprendre comment un appareil politique et syndical qui s'est déshonoré de la façon ignominieuse dont on trouvera l'illustration dans nos prochains articles, a pu victorieusement résister à l'érosion qui guette l'opportunisme lorsqu'il accède aux antichambres du pouvoir. Ce cap délicat passé, c'est une laborieuse adaptation aux nouvelles conditions économiques et sociales — celles d'un long entr'acte de « prospérité » et de stabilité — qui le maintient à la tête des masses ouvrières. L'expansion économique qui a permis au capitalisme français de remplacer le bâton par la carotte appartient à une phase ultérieure à celle que nous étudions ici, de même que l'absence de réaction ouvrière sérieuse à la longue plaie de la guerre d'Algérie et la période de prostration qui occupe toute l'ère « gaullienne » jusqu'au coup de tonnerre de mai-juin 1968. Mais par-delà les changements qualitatifs et quantitatifs survenus dans la situation de la classe ouvrière, une chose est demeurée constante, présente et active : le zèle contre-révolutionnaire qui caractérise l'opportunisme stalinien.

Opportunisme classique, parce qu'il remplit intégralement sa fonction consistant à assortir les revendications ouvrières d'une idéologie et de méthodes d'action qui leur interdisent d'être des dangers pour la domination du capital. Mais opportunisme stalinien parce qu'il associe à l'hypocrisie démocratique et humanitaire traditionnelle de la social-démocratie la discipline quasi-militaire, les méthodes policières, l'excommunication politique, l'obscurantisme doctrinal et le culte des chefs qui ont fait de la contre-révolution russe un modèle inégalé et une synthèse complète de toutes les formes de destruction du prolétariat en tant que classe.

La CGT depuis la guerre est l'expression de cet opportunisme dont la structure est fidèlement reflétée par un syndicalisme où l'existence de fractions divergentes est interdite et où la « démocratie » interne n'est qu'une sinistre *mise en condition* d'ouvriers divisés par un savant cloisonnage qui laisse la direction effective de l'organisation à son ossature politique.

La force et la cohésion de cette ossature, malgré diverses vicissitudes, a jusqu'ici résisté à toutes les épreuves et ses chefs en tirent un orgueil effronté. En réalité, ce fait démontre avant tout que le prolétariat, cinquante ans après la défaite du communisme international, n'en a toujours pas surmonté les conséquences et tiré les conclusions. Il est même aujourd'hui la classe de la société qu'agitent le moins les symptômes inquiétants de crise qui ont rapidement succédé à l'euphorie productiviste et expansionniste des années soixante. Cette prostration n'est nullement, selon la formule de renégats les plus vils de tous ceux que l'histoire du mouvement ouvrier a connus, la preuve d'une sagesse supérieure qui aurait enfin découvert, au moment où le monde entier tend à devenir un charnier sanglant, une « voie du socialisme » qui « ferait l'économie de la révolution ». Elle illustre au contraire le caractère totalitaire de la contre-révolution du XXe siècle qui, à la différence de celles qui l'ont précédée, ne s'est pas bornée à écraser par la force le prolétariat, mais l'a de plus dépouillé de ses armes, de *son parti* qu'elle s'est asservi. L'opportunisme stalinien est en effet à la fois la cause et le produit de la défaite du communisme international. Il l'exprime par ses concessions et capitulations successives mais par son rôle policier à l'égard des luttes spontanées et des grèves « sauvages » il la perpétue : grâce à lui la bourrasque contestataire de mai-juin 68, première trace d'orage dans le ciel serein du capitalisme, a soufflé sur le môle de la conservation sociale sans même l'ébranler.

Chacune de ses attitudes représente par ailleurs, sur le plan syndical, un pas de plus en direction de l'inféodation de cet organisme à l'Etat bourgeois, dont nous avons dit plus haut qu'elle était une tendance fondamentale du capitalisme impérialiste. Ainsi, par la ligne sinueuse d'un opportunisme spécifique, le capitalisme français, à pas de géant, rattrape en cette matière le retard considérable qu'il avait pris sur les autres capitalismes occidentaux. La CGT après les accords de Grenelle, signe les « contrats de progrès », se prononce en faveur de l'ordre dans tous les grands problèmes de la gestion de l'Etat, veille à la sauvegarde des « valeurs nationales », propose une réorganisation « progressiste et démocratique » de l'économie bourgeoise, remplit en un mot les tâches de collaboration de classe et de neutralisation de la révolte ouvrière qui sont assumées depuis longtemps, par la social-démocratie allemande par exemple ou le trade-unionisme anglais. Ce phénomène n'est nouveau qu'en apparence. Le détour historique que constitue sa période « oppositionnelle » provoquée par la « guerre froide » dissimule mal, à un examen sérieux, que les *bases définitives* de cette évolution étaient déjà posées au cours des deux années dont nous relatons par ailleurs

(*Suite page* 4)

Correspondance :
" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert
Versements :
" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE
Abonnements :
" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste " et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM : .....
Prénoms : .....
Adresse : .....
.....

★ " prolétaire " : 6 mois
★ " prolétaire " : 1 an.
★ " programme communiste "
★ combiné.

(entourer l'étoile)

Mythe du Vietminh et vérité historique

(*Suite de la première page*)

Nord et prélude à une nouvelle guerre. En 1954, après la grande victoire vietnamienne de Diem Bien Phu, ce sont les accords de Genève qui évitent aux Français la destruction complète de leur corps expéditionnaire, obligent les Vietnamiens à retirer leurs forces au nord du 17e parallèle et divisent le pays en deux, créant ainsi les prémisses d'une nouvelle guerre. Aujourd'hui, après d'autres brillants succès militaires comme l'offensive du Têt en 1968 et les récentes victoires au Cambodge et au Laos, on s'achemine peut-être vers un nouvel accord, c'est-à-dire vers une nouvelle duperie.

Les Vietnamiens ont fait preuve d'une grande valeur sur le champ de bataille ; mais au milieu de l'hymne universel à la paix, on se prépare une nouvelle fois à les rouler à la table des négociations. Il est donc faux qu' « un peuple petit et faible » puisse « par ses seules forces infliger la défaite à l'impérialisme ».

Une autre thèse à laquelle tout le monde souscrit généralement et qui contribue à embrouiller les idées du prolétariat occidental consiste à prétendre qu'au Vietnam, il existe « un peuple » opprimé *uni* dans la lutte contre « l'agresseur étranger ». Selon cette conception que les actuels dirigeants vietnamiens ont toujours défendue, la lutte de classe aurait subi un coup d'arrêt et face à l' « objectif prioritaire » de la lutte contre l'agresseur, toute la nation se serait unie comme un seul homme. Un bref examen des faits qui se sont succédés de 1930 à aujourd'hui nous servira à démontrer la fausseté de cette thèse-là aussi et à démasquer l'attitude des dirigeants vietnamiens qui ont toujours sacrifié les intérêts vitaux du prolétariat et des paysans pauvres sur l'autel de la « paix » et de l' « unité nationale ».

1930-1940 : les insurrections

Le Parti Communiste Indochinois s'est formé en 1930 alors que la révolution avait déjà été battue en Europe et que la Troisième Internationale et l'Etat soviétique avaient déjà complètement dégénéré sous les coups de la contre-révolution stalinienne. Toutefois, il existait au sein de ce Parti une aile gauche défendant des positions tendantiellement de classe qui fut à la tête des révoltes ouvrières et paysannes et qui, sous le nom général de « trotskyste », s'opposa toujours au compromis avec la bourgeoisie nationale.

La preuve en est que c'est seuseulement en 1941, après que les meilleurs de ses membres avaient été éliminés dans les révoltes et les répressions que la politique du bloc national avec les classes des propriétaires fonciers (qui signifiait automatiquement la renonciation à la réforme agraire) s'est affermie définitivement. Selon les affirmations du stalinien Jean Chesneaux, auteur d'une *Histoire du Vietnam* que nous utilisons ici, « le mot de *patrie* n'apparaît pratiquement jamais dans les textes communistes de 1930 à 1940 ». En parfaite charogne opportuniste, l'auteur déplore le fait que « les mouvements populaires à direction communiste se soient contenté (!), du Nghe An à 1940, de brandir le drapeau rouge du communisme international, orné de la faucille et du marteau ». Même le général Giap, dans son écrit *Guerre du peuple, armée du peuple*, rappelle qu' « il fallut attendre 1939-41 pour que la lutte contre l'impérialisme et pour la libération nationale fût comprise come la lutte fondamentale ». Lors de sa constitution le programme du Parti communiste vietnamien comprenait en effet les points suivants : — Renversement de l'impérialisme français, du féodalisme et de la bourgeoisie réactionnaire. — Formation d'un gouvernement d'ouvriers, de paysans et de soldats. — Confiscation des banques et des autres entreprises impérialistes. — Confiscation de toutes les propriétés des impérialistes et des bourgeois réactionnaires vietnamiens et distribution de celles-ci aux paysans pauvres. — Introduction de la journée de travail de 8 heures.

En 1930, sous la domination française, le Vietnam était un pays surtout agricole, mais il possédait aussi un prolétariat assez nombreux et concentré (les mines et les plantations de caoutchouc employaient à elles seules environ 230.000 ouvriers. Avec la vague de grèves de 1928-29, les ouvriers entrent en scène **avec leurs revendications** propres. En 1930, à la suite de la chute des prix du riz et des mauvaises récoltes, de grandes agitations paysannes se déclenchent, à la tête desquelles se trouvent des militants du parti communiste. Le mouvement revêt des formes violentes ; en de nombreuses régions, les services publics sont attaqués et les registres et archives sont brûlés ; les propriétaires sont chassés et le mot d'ordre de distribution des terres est lancé. En 1931, dans la région du Nghe An, se forme un véritable pouvoir soviétique. Les soviets confisquent la terre des latifondiste et la distribuent aux paysans pauvres, des tribunaux populaires sont institués et dans les villages le pouvoir est remis à des comités de paysans pauvres. Mais ce magnifique épisode de lutte révolutionnaire est étouffé dans le sang quelques mois plus tard. Dans la région du sucre éclate aussi une insurrection rapidement réprimée.

Les rizières du Sud qui emploient de nombreux ouvriers sont d'autres centres d'insurrection, ainsi que les grandes plantations d'Annam et de Cochinchine où éclatent partout des révoltes sanglantes des ouvriers contre les réductions de salaire et les licenciements entre 1930 et 1932. Au même moment, dans les villes, les agitations ouvrières pour l'augmentation du salaire et contre le chômage reprennent.

Pour avoir une idée de la violence de toutes ces luttes et du haut degré de combativité révolutionnaire des ouvriers et des paysans, il suffit de se rappeler que, dans la seule année 1930, les autorités pro-françaises ont procédé à 30 exécutions sommaires pendant les manifestations du Premier Mai, à 40 pendant l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, et à 115 pendant l'anniversaire de la Commune de Canton. Inutile de dire que ce furent les meilleurs militants qui furent éliminés au cours de ces répressions. C'est alors que la fraction stalinienne, dont le fameux Ho Chi Minh fut un des principaux représentants, commença à l'emporter dans le parti, et c'est elle qui conclut une alliance avec la bourgeoisie nationale. Toutefois, à l'époque, l'opposition « trotskiste » est encore forte, surtout en Cochinchine, où elle est regroupée autour du journal *La Lutte*.

La rupture définitive entre l'opposition «trotskiste» et l'aile stalinienne n'a lieu qu'en 1937-38, quand cette dernière proclame la priorité de la lutte contre les « fascistes japonais » par rapport à la lutte contre les propriétaires fonciers, ainsi que l'unité non seulement avec ces derniers, mais aussi avec les colonialistes français.

En 1939, dans un rapport à l'Internationale Communiste, Ho Chi Minh écrivait :

« 1° En ce moment, le Parti...
» doit éviter de poser des revendications visant trop haut...
» pour ne pas tomber dans le
» piège des fascistes japonais. Il
» doit se limiter à revendiquer
» les droits démocratiques, tels
» que la liberté de presse, etc...
» 2° En vue de ces objectifs, le
» Parti doit s'efforcer de créer
» un vaste front national dé-
» mocratique comprenant non
» seulement des indochinois,
» mais aussi les progressistes
» français, non seulement les
» classes travailleuses, mais
» aussi la bourgeoisie nationale.
» 3° A l'égard de la bourgeoisie
» nationale, le Parti doit se
» montrer habile et élastique. Il
» doit faire de son mieux pour
» la convertir à la cause du
» front national. 4° Avec les
» trotskistes, aucune alliance et
» aucune concession. Il faut dé-
» masquer par tous les moyens
» ces agents du fascisme, il faut
» les anéantir sur le plan poli-
» tique ».

On voit avec quelle haine ce serpent se déchaîne contre les camarades qui avaient toujours été à la tête des luttes et qui avaient été décimés par les répressions ; et à l'opposé, on note de quel ton plein d'indulgence il use à l'égard de la bourgeoisie nationale. Il va jusqu'à prétendre au point 6 du rapport que « le parti ne doit pas imposer sa direction au front national » ce qui revient à dire qu'il doit abandonner cette direction à la bourgeoisie (cf. *Ecrits, Lettres et Discours du Président Ho Chi Minh*).

(*à suivre*)

La C. G. T. de 1945 à 1947

(*Suite de la page* 3)

les péripéties. Ce qui a changé, depuis le tournant spectaculaire de 1947, n'a fait que renforcer la tendance qu'exprimait la période précédente. C'est essentiellement, sur le plan syndical, l'appui apporté à la CGT par la masse de catégories intermédiaires apparues depuis, bien plus, d'ailleurs, sur l'initiative infâme des syndicats, soucieux de promotion sociale, que des modifications, pourtant réelles, produites par une accélération considérable des techniques de production. L'analyse de cette mutation dépasserait le cadre de cette étude, mais n'en ferait que davantage ressortir l'écrasante responsabilité de l'opportunisme stalinien. Aussi pouvons-nous dire de façon lapidaire que quiconque se convainc, au spectacle des événements de 1944-47, du rôle ouvertement contre-révolutionnaire joué par la CGT, déchiffre sans peine, en dépit de toutes les pirouettes, le sens de ce qu'elle a pu faire par la suite. Dès lors que l'organisation ouvrière exalte la production capitaliste, encourage la concurrence entre salariés, justifie l'exploitation de la force de travail au nom de la Patrie et de l'intérêt national, elle a cessé d'être au service du prolétariat pour passer au service du capital.

En retraçant les péripéties d'une phase décisive de son évolution, nous n'entendons pas faire œuvre d'historiens. Cette tâche-là, les spécialistes, les érudits, l'ont remplie mieux que nous. Nous ne les avons momentanément imités que pour aboutir à des conclusions pratiques, pour indiquer à ceux qui nous lisent le sens du combat à mener.

La classe ouvrière ne peut se passer d'un organisme permanent de défense de ses intérêts immédiats et cet organisme, traditionnellement, c'est le syndicat. Par ailleurs, sans le concours effectif d'organismes intermédiaires qui propagent les mots d'ordre révolutionnaires jusqu'aux couches les plus éloignées de salariés, la victoire du communisme est impossible. Les ouvriers luttent pour des revendications immédiates, le parti de classe défend sa revendication historique : la révolution, c'est l'acte qui conjugue ces deux revendications en un assaut brutal contre l'Etat bourgeois.

Or, il apparaît toujours davantage que la CGT, organisation syndicale la plus représentative, est tout autant devenue incapable, sauf bouleversement radical de ses méthodes, de son encadrement et de son orientation, de contribuer à cet assaut révolutionnaire que de défendre opiniâtrement les intérêts directs et limités des ouvriers. Quelle doit être dès lors l'attitude à son égard des militants révolutionnaires ?

Il est bien visible que les conditions posées autrefois par la Troisième Internationale à l'adhésion des communistes à un syndicat sont de moins en moins remplies par la CGT d'aujourd'hui. En sont notamment bannies l'absence d'exclusives idéologiques et politiques contre les révolutionnaires, la possibilité pour eux de s'y organiser en vue de la conquête de la direction de cet organisme. La CGT actuelle interdit les fractions constituées, exige de tous ses membres l'obéissance inconditionnée et utilise jusqu'à la force physique contre ceux qui simplement la contestent.

Dans ces conditions, l'attitude des révolutionnaires à l'égard de la CGT ne peut se fonder sur l'objectif d'une « conquête » du syndicat qui se poserait dans les termes de la simple éviction de quelques dirigeants, d'un pur *changement de direction politique* de cet organisme. La perspective d'une reprise de la lutte de classe est au contraire subordonnée à une dislocation préalable de la discipline d'obéissance au capital dont la force essentielle, quantitativement négligeable à la CFDT et chez FO, réside précisément dans le centralisme de la CGT, dans la force de police contre-révolutionnaire que représentent ses commandos de choc, dans la puissance d'inertie qu'elle a historiquement acquise et conservée grâce au « consensus » de la masse. C'est là une raison suffisante, pour les révolutionnaires, de se battre dans la CGT. Sans traiter par le mépris ou l'indifférence ces « comités de base » ou de grève qui expriment déjà la volonté de minorités salariées d'échapper à l'emprise défaitiste des syndicats et en leur apportant au contraire tout l'appui possible, ils ne doivent pas pour autant renoncer à combattre l'opportunisme syndical en son domaine jusqu'ici incontesté. Ce qui conditionne en effet la résurrection de la lutte des classes, c'est la défaite de l'opportunisme et on ne saurait la prétendre possible en abandonnant à son autorité incontestée les « gros bataillons » d'ouvriers qui sont nécessaires à cette lutte.

Au degré actuel de décomposition de l'organisme syndical, on ne peut exclure des actions de masse spontanées explosant au-dehors et même contre son influence. Même dans ce cas, le « face à face » des révolutionnaires et de l'opportunisme syndical constitue encore la première condition d'efficacité de cette action. La combativité la plus grande, l'initiative la plus résolue ne peuvent dépasser le stade d'offensives éphémères et sans lendemain, si l'appareil syndical, grâce à sa supériorité d'organisation, conserve toute latitude d'intervenir dès leur premier essoufflement pour les saborder. Maints exemples sauraient le prouver : des grèves spontanées déclanchées contre les directions syndicales et reprises en mains par celles-ci ; des comités de grèves ne comptant aucun représentant syndical parmi leurs membres mais qui, finalement, n'en obéissent pas moins à leurs suggestions ! Ces phénomènes s'expliquent aisément. Le rapport des forces favorable à l'opportunisme est général et l'organisme syndical représente son centre de concentration parmi la classe ouvrière. Au réseau fortement centralisé et discipliné dont il dispose les ouvriers n'ont à opposer que leur combativité et leur bonne foi : c'est insuffisant pour combattre un appareil qui, en ce qui concerne la CGT, est quasi-militaire et ne sait fonctionner de manière unitaire que pour briser les grèves et saper la résistance des travailleurs à l'exploitation.

Quelle que soit la forme des luttes de demain, dont il serait vain d'ailleurs de vouloir anticiper les voies, il s'agit donc, en permanence, de s'opposer à l'appareil politico-syndical qui leur fait obstacle. Dénoncer une discipline contre-révolutionnaire qui n'a d'autre but que d'étouffer les luttes spontanées. Refuser de sacrifier les vrais prolétaires aux privilèges des catégories moins défavorisées de la hiérarchie salariale. Combattre l'idéologie de collaboration de classe qui retient les grévistes au bord des seuls actes efficaces. Libérer en un mot l'énergie sociale immobilisée dans la politique et l'activité des syndicats actuels.

Cette tâche, bien que s'appuyant sur les motivations immédiates des travailleurs, n'en est pas moins une tâche *politique*. Aujourd'hui, la plus modeste des ripostes aux exigences du patronat et du gouvernement se heurte en premier lieu au sabotage des appareils syndicaux. Toute grève est implicitement un refus de leurs tabous : production, rentabilité, intérêt national. Il n'est pas possible d'affronter ces impératifs sans buter sur la plateforme syndicale qui en est l'expression. Or la faiblesse caractéristique du prolétariat d'aujourd'hui, c'est qu'il lui arrive de s'opposer aux conséquences pratiques de cette plateforme, mais sans jamais la refuser intégralement.

Transformer cette critique de fait en acte conscient, traduire ce refus des effets de la politique syndicale en opposition radicale à leur cause, implique de démasquer, sans aucune complaisance, sans aucun détour « tactique », la force terriblement organisée qui aujourd'hui avilit et détruit le syndicat ouvrier.

Cette étude se situe dans un tel cadre. A ceux qui voudront y voir une attaque contre une « organisation ouvrière » nous répondrons que celle qui s'est déshonorée, par les faits éloquents que nous relatons, a perdu *ipso facto* tout droit à ce titre. L'acte de décès de la CGT, en tant que syndicat de la classe ouvrière, a été définitivement dressé lors de la période que nous évoquons. Toute son histoire ultérieure a confirmé ce fait, même lorsque, point culminant de l'emprise stalinienne sur les masses, des ouvriers menaient encore, sous sa bannière, une lutte réelle, alors qu'à l'abri de cette façade oppositionnelle, elle œuvrait avec persévérance et raffinement, au renforcement politique et économique du capital. Que dire alors de la CGT d'aujourd'hui qui ne brandit même plus le simulacre de la lutte !

(à suivre)

PERMANENCES DU PARTI

- **A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 9 et 23 octobre, de 15 h. à 19 h. Les dimanches 17 et 31 octobre, de 10 h. à 12 h., au siège du « Prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.**
- **A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h. au siège du « Prolétaire », 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4e étage).**
- **A SAINT-ETIENNE : Tous les vendredis, de 19 h. à 22 h., au « Cercle pédagogique », 90 bis, boulevard Valbenoîte.**

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1971

LISTES N° 8 et 9

Clavel, soutien, 5 ; Local, 4,30 ; Lucien, 40 ; W. 4.280 ; François, 120 ; Estivale, 50 ; R et R, 140 ; Arnoldy, 20 ; S. 70 ; Réunion générale, 833,07 ; Montréal, 133 41 ; Paris juillet, 144 ; Spéciale, 3.250 ; Paris août, 128,50 ; Divers, 55 ; Japy et Anita, 50.

Totaux listes 8 et 9	8.303,28 F
Total précédent ..	25.322,40 F
Total général	33.625,68 F

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X°) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.